

Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010

31 mars 2010
Français
Original: anglais

Deuxième session

Genève, 28 avril-9 mai 2008

Compte rendu analytique de la 3^e séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mardi 29 avril 2008 à 10 heures

Président: M. Yelchenko.....(Ukraine)

Sommaire

Ouverture de la session

Débat général (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications au présent compte rendu seront publiées dans un rectificatif.

La séance est ouverte à 10 heures.

Débat général (suite)

1. **M. Bersheda** (Ukraine) dit que le TNP demeure la pierre angulaire du régime de non-prolifération et de désarmement nucléaires, et un élément important dans le développement des applications nucléaires civiles. Il appelle les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au Traité.
2. La non-prolifération et le désarmement nucléaires sont essentiels à la paix et à la sécurité du monde. M. Bersheda se félicite de la déclaration conjointe du 6 avril 2008, dans laquelle les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie se sont engagés à réduire davantage leur potentiel nucléaire stratégique et ont exhorté tous les États dotés d'armes nucléaires à en faire de même. Il appuie la déclaration conjointe américano-russe concernant le Traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée faite devant l'Assemblée générale à sa soixante-deuxième session, et dit que l'Ukraine est disposée à participer aux efforts proposés.
3. M. Bersheda reconnaît le droit inaliénable des parties au TNP de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques sans discrimination, conformément aux articles I et II du TNP. Toutefois, il est essentiel de maintenir un équilibre entre les droits et les obligations qui découlent du Traité et, à cet égard, M. Bersheda reconnaît le rôle particulier du système de garanties de l'AIEA.
4. La mise en place de garanties de sécurité négatives sous la forme d'un instrument international juridiquement contraignant améliorerait sensiblement le régime de non-prolifération nucléaire. M. Bersheda appelle tous les États dotés d'armes nucléaires à reconnaître la valeur des garanties de sécurité négatives et à se conformer scrupuleusement à leurs engagements.
5. L'universalisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) est essentielle, et M. Bersheda appelle tous les États, particulièrement ceux qui sont visés à l'annexe 2, à adhérer au TICE sans tarder et sans conditions. En attendant l'entrée en vigueur du Traité, le moratoire sur les essais et autres explosions nucléaires doit être maintenu.
6. Il est important de créer une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. La résolution adoptée lors de la Conférence d'examen du TNP de 1995 restera d'actualité tant que ses buts et objectifs n'auront pas été atteints.
7. Le processus d'examen offre à toutes les parties une occasion importante de surmonter les échecs de 2005, de faire le point sur la mise en œuvre du Traité, de restaurer le régime multilatéral de non-prolifération nucléaire et de créer des mécanismes appropriés pour atteindre les objectifs de non-prolifération nucléaire. Il devrait permettre de progresser sur des questions telles que la mise en place de mécanismes plus transparents de vérification des réduction des armes nucléaires et de leurs vecteurs; la négociation d'un traité interdisant la production de matières fissiles entrant dans la fabrication d'armes et d'autres dispositifs explosifs nucléaires; la création d'un organe subsidiaire chargé d'élaborer un instrument universel, non conditionnel et juridiquement contraignant visant à accorder des garanties de sécurité négatives aux États non dotés d'armes nucléaires; l'examen de mesures supplémentaires visant à renforcer la protection physique des matières et installations nucléaires face à la multiplication du risque de terrorisme nucléaire; la coopération internationale dans la promotion du multilatéralisme concernant le traitement du cycle du combustible nucléaire et l'approvisionnement en combustible nucléaire; les mesures à prendre en réaction aux retraits du Traité; et la mise en œuvre des résolutions et décisions adoptées lors des conférences d'examen du TNP de 1995 et 2000, en particulier

l'élaboration de nouvelles mesures visant à atteindre les objectifs fixés par le TNP. L'Ukraine envisage de soumettre un projet de résolution à l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session dans le but de stimuler le processus d'examen.

8. **M. Puja** (Indonésie) s'associe à la déclaration du Mouvement des pays non alignés concernant les difficultés actuelles dans le domaine de la non-prolifération. Pour éviter une nouvelle débâcle lors de la Conférence d'examen de 2010, le régime de non-prolifération nucléaire, dont le TNP est le fondement, doit être renforcé. Les trois piliers du TNP doivent être mis en œuvre d'une façon équilibrée et sans discrimination.

9. Il est devenu essentiel de traiter la question du respect du Traité et, dans ce contexte, le rôle de l'AIEA doit être renforcé. La tendance du Conseil de sécurité à surveiller le respect du TNP et à se comporter comme le garant de son application doit être corrigée de toute urgence, car elle risque de saper l'autorité de l'AIEA. Cette tendance repose sur des motivations politiques, le Conseil de sécurité agissant de façon différente dans le contexte du non-respect de l'article VI.

10. Les mesures prises pour lutter contre des menaces telles que la présence de milliers d'ogives nucléaires et la mise au point d'armes nucléaires toujours plus sophistiquées par certains États pour maintenir leur force de dissuasion sont insuffisantes. L'importance stratégique des armes nucléaires n'est plus d'actualité, ce qui n'empêche pas ces armes de devenir toujours plus dangereuses. Les États dotés d'armes nucléaires doivent donc redoubler d'efforts pour réduire la taille de leurs arsenaux et reconsidérer la place du nucléaire dans leurs doctrines de sécurité.

11. On assiste à un élan politique croissant en faveur de l'instauration d'un monde exempt d'armes nucléaires, comme l'illustre la tenue à Oslo de la Conférence internationale sur le désarmement nucléaire. Les ogives nucléaires appartenant, dans leur grande majorité, aux États-Unis et à la Fédération de Russie, l'avenir de la limitation des armements et du désarmement se trouve dans les mains de ces deux pays. Il leur incombe une responsabilité particulière et l'obligation de faire preuve d'initiative dans la quête d'un monde exempt d'armes nucléaires, faute de quoi les autres États dotés de ces armes se montreront réticents à satisfaire à leurs obligations en matière de désarmement. Les accords bilatéraux visant à limiter et réduire leurs ogives nucléaires stratégiques et non stratégiques doivent être mis en œuvre d'une façon transparente, vérifiable et irréversible.

12. L'adoption par l'OTAN d'un nouveau concept stratégique prévoyant la possibilité de conserver des armes nucléaires contredit les obligations en matière de désarmement contractées au titre du TNP. M. Puja est favorable au retrait des armes nucléaires tactiques des territoires des États non dotés d'armes nucléaires membres de l'OTAN.

13. En attendant l'élimination totale des armes nucléaires, les États qui en sont dotés doivent accorder des garanties de sécurité aux États qui n'en sont pas dotés. Il est urgent de transformer les garanties de sécurité des États dotés d'armes nucléaires en un traité universel, inconditionnel et juridiquement contraignant. Les États dotés d'armes nucléaires doivent s'engager à ne pas mettre au point d'armes nouvelles et utilisables susceptibles de déclencher une nouvelle course aux armements nucléaires.

14. Lors de la Conférence d'examen et de prorogation du TNP de 1995, les États dotés d'armes nucléaires ont promis de ne pas réaliser de nouvelles expérimentations nucléaires, ce qui a permis la conclusion du TICE en 1996. Il sera possible de progresser vers l'entrée en vigueur de cet instrument si les derniers États dotés d'armes nucléaires tiennent leur promesse et le ratifient.

15. L'Indonésie s'est pleinement conformée à l'article III du Traité en concluant un accord de garanties générales et un protocole additionnel. M. Puja reconnaît les efforts importants faits par l'AIEA pour renforcer son système de garanties et de vérification de façon à pouvoir réagir efficacement aux situations de crise en matière de prolifération.

16. Concernant les propositions d'approches multilatérales de la question du cycle du combustible nucléaire, les préoccupations afférentes à la prolifération nucléaire et la nature prétendument sensible de la technologie nucléaire ne doivent pas limiter le droit inaliénable conféré par l'article IV à tout État de développer tous les aspects de la science et de la technologie nucléaire civile.

17. La création de zones exemptes d'armes nucléaires traduit l'engagement le plus tangible des États non dotés d'armes nucléaires en faveur des dispositions du TNP. Cependant, l'efficacité de ces zones dépendra de la façon dont les États dotés d'armes nucléaires respecteront les dispositions des traités en vertu desquelles elles ont été créées. L'Indonésie et les autres États d'Asie du Sud-Est ont, en 2007, soumis à l'Assemblée générale un projet de résolution concernant le Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok). Il convient de promouvoir les relations et la coopération entre les zones exemptes d'armes nucléaires existantes, conformément aux recommandations adoptées par la Conférence des États parties aux traités portant création de telles zones, tenue en 2005 à Tlatelolco. Au vu des récents événements politiques et stratégiques qui se sont produits au Moyen-Orient, une zone exempte d'armes nucléaires devrait être créée dans la région, conformément à la résolution sur le Moyen-Orient adoptée lors de la Conférence d'examen et de prorogation du TNP de 1995 et aux résolutions 487 et 687 du Conseil de sécurité.

18. L'application d'un système de «deux poids, deux mesures» dans le contexte de la mise en œuvre du TNP, qui consiste à exiger des États non dotés d'armes nucléaires qu'ils se conforment à leurs obligations en matière de non-prolifération alors que les États dotés de ces armes n'honorent pas leurs engagements en matière de désarmement, ne fait que nuire à l'intégrité et à la crédibilité du Traité. Les principes et objectifs du TNP ne pourront être respectés que par la manifestation d'une volonté politique, la promotion constante de ces principes et le non-recours au système de «deux poids, deux mesures».

19. **M. Loulichki** (Maroc) s'associe avec la déclaration faite au nom du Mouvement des pays non alignés et dit que la question du désarmement doit être réinscrite sur l'agenda international et que l'équilibre entre les trois piliers du TNP ne pourra être maintenu que par la mise en œuvre pleine et universelle du Traité.

20. Lors de la Conférence d'examen de 2000, les Puissances nucléaires se sont engagées à réduire leurs arsenaux nucléaires au moyen d'un plan en 13 mesures. Malgré les progrès réalisés, l'objectif d'une élimination totale est loin d'avoir été atteint. Les hésitations de la Conférence du désarmement à engager des négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles et sur une convention sur le désarmement nucléaire, le retard pris par l'entrée en vigueur du TICE et l'absence d'instrument juridiquement contraignant sur l'application de garanties négatives de sécurité sont autant de sources de préoccupation pour les pays non dotés d'armes nucléaires. M. Loulichki exhorte par conséquent les États dotés d'armes nucléaires à assumer les responsabilités qui leur incombent au titre du TNP dans le cadre du plan d'action adopté en 2000.

21. L'idée selon laquelle le fait de posséder l'arme nucléaire serait un moyen de dissuasion est contraire à la prévention d'une course aux armements nucléaires. Il est important de créer des zones exemptes d'armes nucléaires pour protéger les États non dotés d'armes nucléaires. M. Loulichki appuie la demande du Groupe des États arabes visant à faire en sorte que la question de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient soit examinée lors de la Conférence d'examen de 2010. Israël, qui est un

État doté d'armes nucléaires, est le seul État de la région à ne pas avoir adhéré au TNP et à refuser de soumettre ses installations nucléaires aux inspections de l'AIEA, ce qui contribue à exacerber les tensions dans la région et constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales. Le règlement de cette situation nécessitera des efforts diplomatiques et marquera une étape importante vers l'instauration de la confiance et de la paix au Moyen-Orient.

22. L'article IV du TNP établit le droit de tous les États parties d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, et M. Loulichki appelle tous les États parties à coopérer à cette fin. Il reconnaît le rôle fondamental de l'AIEA en la matière, et aussi dans la lutte contre la prolifération nucléaire. Les problèmes posés par la raréfaction des ressources naturelles et le changement climatique pourraient être résolus par une utilisation sûre de la technologie nucléaire. Tous les États parties doivent donc jouir d'un accès garanti aux technologies nucléaires disponibles.

23. M. Loulichki réaffirme l'attachement du Maroc au régime de non-prolifération nucléaire, dont le TNP est la pierre angulaire. Le Maroc est prêt à travailler à l'universalisation du TNP et du respect de ses dispositions, afin de faire progresser l'idée d'un monde exempt d'armes nucléaires.

24. **M. Minty** (Afrique du Sud) dit qu'il approuve la déclaration faite au nom du Mouvement des pays non alignés et de la Coalition pour un nouvel ordre du jour.

25. L'objectif principal de l'Afrique du Sud est de parvenir à une pleine mise en œuvre et à l'universalité du TNP. S'agissant des modalités du désarmement nucléaire, les Principes et objectifs de 1995 et les 13 mesures pratiques et progressives pour un désarmement nucléaire adoptées en 2000 constituent un schéma consensuel pour un processus progressif visant à réduire les armes nucléaires, à diminuer leur importance et à les éliminer. On a toujours l'impression que, si les États non dotés d'armes nucléaires sont tenus d'accepter de nouvelles mesures au nom de la non-prolifération, les mesures concrètes en faveur d'un désarmement nucléaire sont négligées.

26. L'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire en application de l'article IV du TNP est inextricablement liée au désarmement et à la non-prolifération nucléaire, et tous les États doivent apporter à l'AIEA l'appui et l'assistance dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat dans ces domaines.

27. En 2007, un projet de politique et de stratégie sur l'énergie nucléaire a été soumis aux observations du public en Afrique du Sud. Le récent débat sur la mise en place de mécanismes crédibles propres à garantir un approvisionnement fiable en combustible nucléaire a été suivi avec intérêt, en raison des anticipations concernant le développement de l'utilisation de l'énergie nucléaire dans la production d'électricité. L'accès à de tels mécanismes ne doit être assorti d'aucune condition préalable obligeant les États non dotés d'armes nucléaires à renoncer à leurs droits au titre de l'article IV du Traité.

28. L'existence de réseaux nucléaires illicites constitue une des difficultés les plus graves auxquelles la communauté internationale et le TNP doivent faire face. Les dispositions du Traité concernant la non-prolifération exigent que des mesures appropriées soient prises pour combattre ces réseaux.

29. La création de zones exemptes d'armes nucléaires fait incontestablement partie intégrante du régime de désarmement et de non-prolifération nucléaires, car elle contribue à renforcer la paix et la sécurité régionales et mondiales. Dans ce contexte, M. Minty salue la récente ratification par le Mozambique du Traité de Pelindaba.

30. Il se félicite des récentes ratifications du TICE, dont le retard de l'entrée en vigueur affaiblit le régime de désarmement et de non-prolifération et nuit à l'effort de la communauté internationale en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires.

31. **M. Abdullah** (Bahreïn) s'associe à la déclaration faite par le représentant de la République arabe syrienne au nom du Groupe des États arabes.
32. Les travaux préparatoires de la Conférence d'examen de 2010 doivent reprendre les engagements pris lors des conférences d'examen de 1995 et 2000 concernant la prorogation illimitée du TNP et la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.
33. Bahreïn est attaché depuis longtemps aux principes qui régissent le régime de désarmement et de non-prolifération, et considère le TNP comme le cœur de ce dispositif international. Par ailleurs, Bahreïn a adhéré à l'AIEA et a conclu un accord de garanties générales avec l'Agence, convaincu que celle-ci jouait un rôle important dans le renforcement du régime de non-prolifération nucléaire. Bahreïn coopèrera avec les autres États parties pour réaliser l'objectif commun consistant à utiliser l'énergie nucléaire tout en garantissant la paix, la santé, le développement et la prospérité de tous.
34. L'absence d'universalité du TNP étant une des menaces les plus sérieuses qui pèse sur le régime de non-prolifération, il est urgent de prendre sans tarder des mesures pour permettre l'adhésion des États non encore parties au Traité.
35. La possible présence d'armes nucléaires au Moyen-Orient constituerait un puissant facteur de déstabilisation et une menace pour les pays et les peuples de la région et du monde entier. Bahreïn a appuyé toutes les initiatives visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires dans la région. En décembre 2007, l'Assemblée générale a réaffirmé l'importance de l'adhésion d'Israël, seul État du Moyen-Orient à ne pas l'avoir encore fait, ainsi que la nécessité pour cet État de soumettre l'ensemble de ses installations et de ses matières nucléaires aux garanties complètes de l'AIEA. L'adhésion d'Israël, associée à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, contribuerait à renforcer la paix et la sécurité et à prévenir une course aux armements nucléaires dans la région.
36. M. Abdullah reconnaît le droit de tous les États d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et exhorte toutes les parties à améliorer la transparence et à coopérer pleinement dans le cadre de leurs programmes nucléaires, conformément au TNP et aux autres instruments internationaux, dans le but de développer la confiance entre les États.
37. **M^{me} Angel-Hansen** (Norvège) dit que le TNP est de plus en plus menacé par les graves menaces de prolifération, telles que celles qui émanent de la République islamique d'Iran et de la République populaire démocratique de Corée, et que beaucoup ont le sentiment que les États parties sont en retard dans la mise en œuvre des engagements qui leur incombent en vertu du TNP.
38. La tâche à mener au cours du processus d'examen consiste à consolider le TNP en travaillant de façon innovante dans les différentes régions. La Déclaration ministérielle des sept nations, de 2005, offre une base solide pour un nouveau consensus international concernant le désarmement et la non-prolifération nucléaires. Ce consensus doit refléter la vision d'un monde exempt d'armes nucléaires et le droit d'utiliser des applications nucléaires civiles. M^{me} Angel-Hansen appelle à une adhésion universelle à l'ensemble des conventions et instruments de l'ONU et de l'AIEA concernant la sûreté et la sécurité nucléaires. La Norvège est attachée à la mise en œuvre de la résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies, et elle a appuyé et appuie encore un certain nombre de projets visant à aider les États parties à mettre en œuvre les obligations qui leur incombent en matière de non-prolifération au niveau national.
39. M^{me} Angel-Hansen prône l'application universelle du système de garanties généralisées de l'AIEA et des protocoles additionnels, ainsi que des efforts pour apporter à l'AIEA l'appui politique et financier dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat dans le domaine des garanties, de la sûreté et de la sécurité, et dans le rôle qui lui revient et qui consiste à aider les États à bénéficier de l'énergie nucléaire et des autres applications

nucléaires civiles. Dans ce contexte, l'AIEA est un acteur important dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

40. Tout en reconnaissant le droit des États parties de choisir leurs sources d'énergie, M^{me} Angel-Hansen note que le développement du nucléaire civil ne doit pas s'opérer au détriment de la non-prolifération, de la sécurité humaine et de l'environnement.

41. Les banques de combustible nucléaire sont une première étape importante vers le développement d'un cadre multilatéral équitable concernant le cycle du combustible nucléaire. Le Ministère norvégien des affaires étrangères a récemment annoncé une contribution à une banque de combustible nucléaire, et la Norvège encourage les autres pays à en faire de même.

42. M^{me} Angel-Hansen se félicite des mesures prises par les États dotés d'armes nucléaires pour transformer leurs excédents militaires d'uranium hautement enrichi et de plutonium en combustible nucléaire destinés aux réacteurs civils, des mesures qui illustrent à quel point le désarmement nucléaire pourrait contribuer à l'utilisation pacifique de cette énergie.

43. Le désarmement nucléaire sert des intérêts communs de sécurité, les armes démantelées de façon irréversible ne pouvant plus tomber aux mains de terroristes. Si des réductions considérables ont été opérées dans les armements depuis la fin de la guerre froide, près de 27 000 armes nucléaires existent toujours, et certains signes montrent que la place du nucléaire pourrait bien être renforcée dans les doctrines de sécurité. Le processus de réduction des stocks existants doit être accéléré, sur la base des principes fondamentaux d'irréversibilité, de transparence et de vérification. M^{me} Angel-Hansen se félicite des mesures de transparence prises par certains États dotés d'armes nucléaires. La Norvège coopère avec le Royaume-Uni sur la question de la vérification d'un désarmement nucléaire, une telle vérification étant le meilleur moyen de promouvoir la confiance.

44. Tous les acteurs doivent être mobilisés pour faire avancer la cause du désarmement nucléaire. À cette fin, le Gouvernement norvégien a, en février 2008, accueilli à Oslo une conférence internationale sur la réalisation de la vision d'un monde exempt d'armes nucléaires, en coopération avec l'Initiative de réduction de la menace nucléaire et la Hoover Institution. Bien que cette conférence n'a abouti à aucune déclaration, un certain nombre de recommandations ont été faites. En premier lieu, le maintien de l'élan vers un désarmement nucléaire requiert une impulsion au plus haut niveau, et les États-Unis et la Fédération de Russie doivent par conséquent opérer des réductions irréversibles de leurs arsenaux nucléaires. En deuxième lieu, la communauté internationale doit demeurer fidèle au multilatéralisme. L'entrée en vigueur du TICE est essentielle. En troisième lieu, il faut, dès que possible et sans conditions préalables, engager des négociations sur un traité d'interdiction de la production de matières fissiles, au cours desquelles la Norvège s'emploiera à ce que la vérification soit prise en compte. En attendant la conclusion des négociations, la Norvège appuie l'initiative volontaire de contrôle des matières fissiles, qui est destinée à améliorer la sécurité de toutes les matières fissiles, y compris celles qui ne pourront pas être couvertes par le traité proposé. En quatrième lieu, tous les États qui possèdent des armes nucléaires doivent faire le maximum pour réduire la place de ces armes, notamment en réduisant leur niveau opérationnel. Il incombe à tous les pays de promouvoir le désarmement.

45. **M. Al-Hamoui** (République arabe syrienne) dit que le Traité sur la non-prolifération doit faire face à des difficultés sans précédent du fait de la prise en compte insuffisante de ces deux piliers principaux, à savoir le désarmement nucléaire et la prévention de la prolifération nucléaire. Un autre facteur de difficulté est le système de «deux poids, deux mesures» appliqué par certains pays à l'égard d'Israël, qui possède des moyens nucléaires perfectionnés tout en échappant à tout contrôle international. La prorogation illimitée du

TNP s'inscrit dans le cadre d'un accord qui renferme la résolution sur le Moyen-Orient, adoptée lors de la Conférence d'examen et de prorogation du TNP de 1995. Le Document final de la Conférence d'examen du TNP de 2000 souligne que cette résolution demeure en vigueur tant que ses objectifs n'auront pas été atteints. Alors que les États arabes ont présenté plusieurs initiatives visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, Israël persiste dans son refus d'adhérer au Traité ou de placer ses installations nucléaires sous le régime des garanties généralisées de l'AIEA. Les efforts faits par Israël pour subordonner la création d'une zone exempte d'armes nucléaires à l'instauration de la paix dans la région sont en fait un moyen de n'atteindre aucun de ces deux objectifs.

46. M. Al-Hamoui espère que la présente session sera l'occasion d'apporter des réponses aux questions suivantes: pourquoi, malgré quatre décennies de réunions internationales, la communauté internationale ne parvient-elle toujours pas à assurer une adhésion universelle au Traité; pourquoi le Moyen-Orient n'a-t-il toujours pas été déclaré zone exempte d'armes nucléaires; pourquoi le désarmement nucléaire – un des principaux objectifs du Traité – n'a-t-il toujours pas été réalisé; et, enfin, les arsenaux nucléaires apportent-ils réellement la sécurité aux États qui les détiennent, ou sont-ils au contraire une menace à la paix et à la sécurité internationales.

47. **M. Duncan** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) dit qu'à la veille du quarantième anniversaire du Traité de non-prolifération, le moment est venu de faire le bilan. Même si les difficultés de ces dernières années l'ont fragilisé, il est évident que le Traité demeure la pierre angulaire de la non-prolifération internationale. S'il n'existait pas, il faudrait l'inventer. Il est utile au monde. Les arsenaux nucléaires ont considérablement diminué, pour atteindre les niveaux qu'ils avaient il y a plusieurs décennies.

48. Le Royaume-Uni est déterminé à renforcer les trois piliers du Traité. Non-prolifération et désarmement ne sont pas en concurrence. Un pays tel que le Royaume-Uni, attaché aux objectifs inscrits dans l'article VI, soucieux de réduire ses stocks d'armes nucléaires et de matières fissiles (le pays a réduit son arsenal nucléaire de 75 % depuis la fin de la guerre froide) – est, par définition, un adepte de la non-prolifération. Il n'y a pas d'autre solution. L'apparition d'un nouvel État doté de l'arme nucléaire ramènerait le temps en arrière d'une génération ou plus, déclencherait une nouvelle course aux armements nucléaire, déstabiliserait la région concernée et porterait un coup sérieux à la paix et à la sécurité internationales.

49. Tous les États doivent réaffirmer les obligations qui leur incombent au titre du Traité. Il s'ensuivrait un monde dans lequel aucune prolifération nucléaire ne serait tolérée et où le Traité faciliterait le développement de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques tout en assurant la sécurité commune.

50. Malgré quelques difficultés, la première session du Comité préparatoire a bien commencé. Sur cette base, les États doivent mettre à profit la présente session pour identifier et renforcer les points de convergence. Les débats doivent être ouverts et honnêtes, menés dans un esprit de compréhension et de bonne volonté, et porter sur les questions les plus difficiles et les plus controversées.

51. **M. Streuli** (Suisse) dit qu'à la première session du Comité préparatoire, en 2007, les représentants se sont accusés mutuellement de ne pas satisfaire aux obligations qui leur incombent au titre du TNP, et qu'ils ont été incapables de se mettre d'accord sur une démarche qui prenne en compte les diverses préoccupations exprimées par chacun des États parties, à savoir la lenteur des progrès du désarmement nucléaire, les risques de prolifération ou encore l'obtention de l'accès aux technologies nucléaires pour faire face à des besoins croissants en énergie.

52. La période qui a fait suite à la première session du Comité préparatoire a été marquée par une évolution de la question nucléaire iranienne et, dans une moindre mesure, par une évolution de la situation nucléaire de la péninsule coréenne. Malheureusement, cette évolution a conduit à ne s'intéresser qu'à l'aspect prolifération du problème nucléaire, au détriment de la lenteur des progrès du désarmement nucléaire, et alimenté les craintes au sujet du développement des programmes nucléaires civils. Cependant, plusieurs déclarations publiques ont confirmé la volonté de certains États dotés d'armes nucléaires d'examiner la question du désarmement nucléaire, même si aucune évolution significative n'est intervenue dans ce domaine depuis 2007, certains États dotés d'armes nucléaires modernisant leurs arsenaux en violation de l'esprit de l'article VI du TNP. La situation afférente à l'entrée en vigueur du TICE ou à la conclusion d'un traité interdisant la production de matières fissiles à des fins militaires n'a pas évolué. La production d'énergie nucléaire est devenue la priorité d'un nombre croissant d'États, et diverses initiatives, multilatérales pour la plupart, ont été proposées dans le but de faire face aux risques potentiellement plus nombreux de prolifération nucléaire.

53. Depuis l'entrée en vigueur du TNP, les travaux entrepris se sont caractérisés par un souci de compromis, une attitude qui semble aujourd'hui montrer ses limites. Trop d'États se disent à présent frustrés parce qu'ils considèrent que, pour chacun des trois piliers, les promesses faites à des moments clefs de l'histoire du Traité n'ont pas été tenues. Néanmoins, le TNP et la mise en œuvre des décisions des précédentes conférences d'examen demeurent les meilleurs instruments pour traiter les questions afférentes à la non-prolifération, au désarmement et à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. La deuxième session doit aussi être l'occasion d'examiner de façon plus approfondie les différentes propositions qui ont déjà été faites dans le but de promouvoir le renforcement institutionnel du TNP. Il y a quarante ans, au lendemain de sa signature, le TNP a dû faire face à des difficultés qui sont allées croissant au fur et à mesure que la volonté politique de parvenir à des compromis s'amenuisait. Il faut inverser cette tendance, et M. Streuli espère par conséquent que l'esprit de dialogue sera redécouvert pour atteindre cet objectif et, du même coup, satisfaire les besoins de sécurité de tous les États.

54. **M. Burayzat** (Jordanie) dit que le Traité de non-prolifération est la pierre angulaire de la paix et de la sécurité internationales, qui instaure un processus global dont le désarmement nucléaire est la finalité. Les trois piliers du Traité forment le rêve et l'espoir des peuples du monde. Pourtant, les difficultés qui entourent le Traité sont encore considérables. Malgré des progrès, il est frustrant de noter que la résolution sur le Moyen-Orient, qui a été adoptée lors de la Conférence d'examen et de prorogation du TNP de 1995 et qui, depuis, fait partie intégrante du corps du Traité, est toujours ignorée par Israël, dont le mépris pour le souhait de créer une zone exempte d'armes nucléaires dans la région nuit à la paix et à la sécurité internationales. Cette attitude a d'inévitables conséquences sur l'universalité du Traité, qui s'en trouve affaiblie. M. Burayzat exhorte Israël à adhérer au Traité et à ouvrir ses installations nucléaires aux inspections de l'AIEA.

55. Il faut espérer que la Conférence d'examen de 2010 permettra de corriger les lacunes du passé et d'atteindre le niveau le plus élevé de transparence et de responsabilité. Les États dotés d'armes nucléaires ne doivent pas empêcher les États qui n'en sont pas dotés d'accéder aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, dont les avantages sont de plus en plus manifestes, cette source d'énergie n'étant pas, à la différence des autres, soumise à de telles fluctuations de l'offre et de la demande. Il convient également de promouvoir la coopération dans l'utilisation pacifique des technologies nucléaires dans l'espace.

56. **M^{me} Thompson** (Costa Rica) dit que, bien que les résultats de la première session du Comité préparatoire et de la Conférence d'examen du TNP de 2005 n'ont guère été prometteurs, elle espère que la Conférence d'examen de 2010 sera l'occasion de retrouver l'élan suscité lors des conférences de 1995 et de 2000, qui ont été marquées par des progrès

significatifs. Elle exhorte les États à prendre le ferme engagement de tout faire pour parvenir au désarmement et à la non-prolifération nucléaires.

57. Les trois piliers du Traité sont d'égale importance. La décision prise par les États non dotés d'armes nucléaires, au moment de l'adoption du Traité, de renoncer à mettre au point ou à acquérir des armes nucléaires a été une décision importante, car elle est intervenue après que toutes les parties au Traité se furent engagées à négocier de bonne foi dans le but de mettre rapidement un terme à l'escalade nucléaire. En ce sens, le Traité n'est qu'une étape intermédiaire dans un processus qui doit aboutir à la mise en œuvre de l'article VI, c'est-à-dire à un désarmement général et complet. Ce processus doit guider les discussions du Comité au cours de la présente session. Toutefois, les progrès accomplis depuis la Conférence d'examen de 2000 laissent peu de place à l'optimisme, compte tenu des reculs observés sur des questions telles que le Traité sur les systèmes de défense antimissile balistique, le blocage de l'entrée en vigueur du TICE, faute des ratifications nécessaires, et la stagnation générale de la Conférence du désarmement. Le renouvellement des arsenaux nucléaires et la nouvelle course aux armements dans l'espace constituent une renonciation encore plus marquante aux engagements et aux buts énoncés dans le Traité. Les États qui gardent leurs armes nucléaires en état d'alerte, menaçant ainsi l'ensemble du monde, doivent lever cet état d'alerte et démanteler leurs arsenaux. À ce jour, les États dotés d'armes nucléaires n'ont pas fait grand-chose pour honorer les engagements qui leur incombaient au titre de l'article VI. Les États qui résistent à la vérification de leurs installations nucléaires doivent aussi reconsidérer leur position.

58. Le Costa Rica a non seulement renoncé à l'arme nucléaire, mais il a aussi été le premier pays à désarmer et à abolir son armée. Il fait aussi partie de la première zone exempte d'armes nucléaires au monde. Il est par conséquent favorable à la création de zones similaires, notamment au Moyen-Orient, car de telles zones constituent le seul moyen de conserver l'espoir d'un désarmement nucléaire universel.

59. La période de cinq ans qui, aux termes du Traité, doit séparer deux conférences d'examen est trop longue. Chacun des articles du Traité doit être observé par chaque État en tout temps et en toutes circonstances. Il est donc essentiel d'entamer des discussions sur la création de mécanismes de mise en œuvre, de surveillance du respect et de suivi, parallèlement à ceux qui existent déjà aux termes de l'article III.

60. Suite à l'avis consultatif rendu en juillet 1996 par la Cour internationale de justice concernant la licéité de la menace ou de l'emploi des armes nucléaires, le Costa Rica et la Malaisie ont suggéré d'autres moyens d'éliminer les risques des armes nucléaires, sous la forme d'un projet de modèle de convention sur les armes nucléaires. Ce document, qui a été établi par un groupe de scientifiques, de juristes, d'experts du désarmement, d'universitaires et de représentants gouvernementaux, est destiné à alimenter le débat et de possibles négociations sur l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires. Son principal but est l'élimination progressive et complète des armes nucléaires. A cette fin, il propose d'interdire la mise au point, l'expérimentation, la production, le stockage, le transfert et l'emploi ou la menace de l'emploi des armes nucléaires. Il fait également obligation aux États détenteurs d'armes nucléaires de détruire leurs arsenaux. M^{me} Thompson salue ce projet de convention, qui a été soumis à la première session du Comité préparatoire et à la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale. Il n'y a pas de temps à perdre. Elle espère que d'autres pays seront d'accord avec le Costa Rica pour dire que le projet de modèle de convention peut stimuler le débat sur le désarmement mondial.

61. **M. Hamidon Ali** (Malaisie) dit que son pays considère avec une relative satisfaction les résultats de la première session du Comité préparatoire. Les questions de procédure ont été résolues, et la présente session doit donc se concentrer sur le débat de fond. Toutefois, le chemin à parcourir est encore semé d'embûches. Le Comité se réunit pour affirmer son attachement à une résolution négociée sur les questions afférentes au désarmement

nucléaire et à la non-prolifération, qui ne sont pas incompatibles entre elles. M. Hamidon Ali annonce que la Malaisie a ratifié le TICE, portant à 144 le nombre de ratifications.

62. Pour éviter l'échec de la Conférence d'examen de 2010, le Comité doit tirer parti des points de convergence trouvés lors de la Conférence d'examen et de prorogation du TNP de 1995 et de la Conférence d'examen de 2000 concernant l'amélioration de la sûreté et de la sécurité des peuples du monde. La Malaisie souhaiterait aussi assister à des progrès à la Conférence du désarmement, particulièrement en ce qui concerne la création d'un comité spécial sur le désarmement nucléaire, la négociation d'un programme progressif de désarmement nucléaire et l'élimination complète des armes nucléaires selon un calendrier précis.

63. Les discussions doivent également porter sur les moyens d'universaliser le Traité. Il convient en particulier d'exhorter Israël à y adhérer immédiatement, le fait qu'il possède des armes nucléaires ayant exacerbé l'insécurité et l'instabilité du Moyen-Orient. Dans le même temps, les États dotés d'armes nucléaires doivent sans délai cesser de transférer à Israël des matières, de l'équipement ou de la technologie utilisables directement ou indirectement dans la mise au point ou la fabrication d'armes nucléaires. La duplicité manifestée en faveur d'Israël est regrettable. Le fait qu'un État non partie au Traité puisse bénéficier d'un traitement de faveur constitue une violation grossière de l'esprit et de la lettre du Traité. Si les États parties veulent véritablement parvenir à l'universalité du Traité, ils doivent appuyer une interdiction du transfert de toutes matières nucléaires vers les États non parties, sans exception.

64. La Malaisie est fermement convaincue de l'intérêt de créer des zones exemptes d'armes nucléaires. Dans ce contexte, elle exhorte les États dotés d'armes nucléaires à adhérer au Protocole au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est, afin de fournir des garanties de sécurité et d'instaurer la confiance dans la région.

65. M. Hamidon Ali se félicite des progrès réalisés par les États dotés d'armes nucléaires dans la réduction de leurs stocks d'armements. Toutefois, ces États ne doivent pas, dans le même temps, chercher à améliorer l'efficacité de leurs armes nucléaires. En attendant l'élimination totale des armes nucléaires, des efforts doivent être faits en priorité pour conclure un instrument juridiquement contraignant sur des garanties de sécurité aux États parties au TNP non dotés d'armes nucléaires.

66. M. Hamidon Ali réaffirme la pleine confiance de la Malaisie dans l'AIEA et dans son Directeur général. L'Agence doit bénéficier de suffisamment de temps et d'espace pour s'acquitter de son mandat sans subir d'ingérences excessives. Les questions en suspens dont elle est saisie ne doivent pas être politisées, puisqu'elles peuvent être résolues par des moyens techniques et juridiques.

67. L'utilisation pacifique de la technologie nucléaire peut jouer un rôle décisif dans la promotion de la croissance économique et sociale dans les pays en développement. La tendance au développement de la coopération bilatérale en matière d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire entre les Puissances nucléaires et les pays les moins avancés est conforme aux articles IV et V du Traité, pour autant que les uns et les autres soient parties au Traité. La communauté internationale doit, toutefois, promouvoir les principes de transparence et de non-discrimination, de façon à ce que tous puissent bénéficier des applications pacifiques de la technologie nucléaire.

68. **M. Dumont** (Argentine) dit que le résultat de la Conférence d'examen du TNP de 2005 a reflété la crise du régime international de désarmement et de non-prolifération nucléaires. Cependant, l'échec de cette Conférence ne doit pas dissuader les États parties de garantir l'intégrité du Traité et de veiller au respect de ses dispositions. Les trois piliers du Traité se renforcent mutuellement, et il ne faut pas en avantager un au détriment des autres.

Les États non dotés d'armes nucléaires ne doivent pas se sentir affranchis de leur obligation de non-prolifération par la lenteur des progrès du désarmement. À plus forte raison, les États dotés d'armes nucléaires ne doivent pas considérer que le Traité leur confère le droit légitime de posséder indéfiniment des armes nucléaires ou qu'il limite le droit d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. L'incapacité à mettre en œuvre les 13 mesures concrètes énoncées dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000 est préoccupante, et M. Dumont espère que la Conférence d'examen de 2010 permettra de rétablir l'équilibre du Traité. Par ailleurs, il appelle une nouvelle fois les États non parties au Traité à y adhérer en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires.

69. La création de zones exemptes d'armes nucléaires est pour les États non dotés de ces armes un moyen d'afficher leur détermination à renforcer le Traité. La coopération entre ces diverses zones doit être entérinée par l'appui sans condition ni réserve des États dotés d'armes nucléaires. Il est par conséquent préoccupant que des déclarations unilatérales faites dans le cadre du Traité de Tlatelolco continuent d'invoquer la légitime défense comme motif de restriction du respect des dispositions du Traité. De même, il est inapproprié d'interpréter l'Article 51 de la Charte des Nations Unies comme offrant le choix de l'option nucléaire. C'est pourquoi il importe de créer un organe chargé de négocier un instrument juridiquement contraignant sur les garanties de sécurité négatives. Certains États dotés d'armes nucléaires ont fait état des mesures de désarmement qu'ils avaient prises, mais ils devraient aussi en dire davantage sur leurs arsenaux existants.

70. L'Argentine soutient fermement le régime de non-prolifération. Celui-ci repose sur le système de garanties de l'AIEA, qui est lui-même fondé sur des mécanismes régionaux tels que celui qui a été mis en place entre l'Argentine et le Brésil. Les deux pays sont convenus de mesures de coopération et d'intégration sur les questions nucléaires, y compris le développement de réacteurs et l'enrichissement d'uranium. Le régime des garanties est essentiel à la non-prolifération nucléaire. Dans le même temps, aucune restriction générale ne devrait être imposée en ce qui concerne la mise au point et l'acquisition de technologies licites, sauf dans le cas où l'État concerné refuserait de se conformer à un accord de garanties. L'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire est un droit antérieur au Traité. Toute démarche visant à redéfinir la signification ou l'exercice de ce droit fragiliserait le régime institué par le Traité. En sa qualité de producteur et d'exportateur confirmé de matières et de technologies nucléaires, l'Argentine est favorable à la mise en place de mécanismes visant non à restreindre, mais à promouvoir la coopération dans l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

71. Le résultat de la Conférence d'examen de 2010 aura des répercussions dans d'autres domaines. Il est à espérer que les États parties montreront que les mécanismes multilatéraux existants sont utiles dans la prévention des menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales.

72. **M. Moaiyeri** (République islamique d'Iran) dit que le TNP institue un équilibre entre les préoccupations de sécurité et les nécessités du développement socioéconomique, notamment en ce qui concerne les pays en développement, et que son article IV joue un rôle essentiel en tant que première force visant à encourager les États non dotés d'armes nucléaires à adhérer au Traité et à contribuer ainsi à la non-prolifération.

73. Dans la nouvelle Revue de la posture nucléaire américaine, une tendance nouvelle et dangereuse a été mise en lumière, consistant à recourir à la menace nucléaire dans le but d'atteindre des objectifs politiques. Cette Revue affirme le rôle essentiel des armes nucléaires et, de surcroît, cite certains pays, dont des parties au TNP non dotées d'armes nucléaires, comme cibles effectives ou potentielles de mesures immédiates potentielles. Elle fait également état de la nécessité de développer le complexe nucléaire militaire de façon à le rendre capable de concevoir, mettre au point, produire et certifier de nouvelles ogives pour répondre à des besoins nationaux nouveaux, et de conserver la capacité à

repandre immédiatement les expérimentations souterraines. Nul doute que la décision de mettre au point un tel programme est contraire à l'obligation qui incombe aux États dotés d'armes nucléaires de réduire leurs armes nucléaires de façon systématique. En outre, plusieurs hauts responsables américains ont publiquement et illégalement menacé d'employer la force contre des États non dotés d'armes nucléaires, parlant même de les «détruire» ou de les «éliminer totalement». Ces menaces ont montré que de telles frappes nucléaires étaient considérées comme une éventualité dans le cadre de la politique des États-Unis.

74. Les États-Unis et certains autres États dotés d'armes nucléaires persistent à prôner le rôle traditionnel de la dissuasion nucléaire et, en s'obstinant à conserver des bombes, deviennent eux-mêmes sources de prolifération. La France a annoncé qu'elle allait s'équiper d'un nouveau sous-marin lanceur de missiles balistiques nucléaires, et le Président français aurait dit que les forces nucléaires françaises étaient un élément essentiel à la sécurité de l'Europe. Il semble que la France, au mépris de ses engagements internationaux, s'emploie à trouver et définir un nouveau rôle et de nouvelles missions pour ses forces nucléaires dans le but de justifier leur persistance dans le monde de l'après-guerre froide. Ce faisant, elle est allée jusqu'à manipuler les renseignements militaires et à jouer sur les peurs afin de promouvoir des programmes que le peuple français n'appuierait jamais autrement.

75. La décision du Royaume-Uni de rénover et développer son potentiel nucléaire en approuvant le projet Trident est également contraire à l'article VI du TNP et à la décision de la Conférence d'examen de 2000. Le projet Trident risque de propager la course aux armements nucléaires au-delà de la rivalité traditionnelle entre les deux principales Puissances nucléaires, et il constitue par conséquent une source de préoccupation majeure pour la communauté internationale et un revers manifeste pour les efforts mondiaux en faveur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires.

76. La conservation et l'expansion des arsenaux nucléaires ne doivent pas être acceptées ni tolérées, mais condamnées. Le Comité préparatoire ayant décidé que l'emploi, dans l'ordre du jour, de l'expression «réaffirmant la nécessité du plein respect des dispositions du Traité» signifiait que le Comité allait examiner le respect de toutes les dispositions du Traité, M. Moaiyeri défendra cette idée avec énergie devant le Comité, en particulier en ce qui concerne le non-respect par certains États dotés d'armes nucléaires des obligations qui leur incombent en vertu des articles I, III, IV et VI du Traité.

77. Toujours en violation du Traité, les États-Unis ont enfreint le paragraphe 2 de l'article III, en coopérant dans le domaine nucléaire avec le régime sioniste et en permettant à ce dernier d'accéder à la plupart des données et des technologies les plus récentes. Les installations nucléaires militaires et l'arsenal nucléaire du régime sioniste, qui échappent à toute garantie, sont une réelle menace pour tous les pays de la région et pour la paix et la sécurité internationales en général. Un document classé secret défense, daté du 23 août 1974, montre clairement le rôle joué par les États-Unis dans l'équipement du régime sioniste en armes nucléaires, au mépris flagrant de l'article premier du TNP.

78. Il y a longtemps que les États-Unis violent l'article premier, car ils transfèrent des centaines d'armes nucléaires à certains États membres de l'OTAN non dotés d'armes nucléaires. Ces armes nucléaires, déployées par les États-Unis dans d'autres pays, sont intégrées à l'infrastructure militaire des pays en question. Ce déploiement d'armes de même que la formation de pilotes de ces pays à la manipulation et à l'utilisation de bombes nucléaires américaines contre des États dotés ou non d'armes nucléaires sont contraires aussi bien à la lettre qu'à l'esprit du TNP. Les pays qui accueillent les armes nucléaires américaines, que ce soit en Europe ou dans l'Extrême-Orient asiatique, violent également de façon flagrante l'article II du TNP.

79. Certains États violent également de façon constante les dispositions de l'article IV du TNP. Les États-Unis sont les premiers à imposer des restrictions unilatérales à des États parties au TNP, particulièrement à des pays en développement. Un tel non-respect de l'article IV du TNP appelle un examen attentif de la part de la Conférence d'examen.

80. La principale tâche de la Conférence d'examen de 2010 consistera, selon les termes actuels de l'ordre du jour, à examiner et adopter des mesures pratiques dans le but de prévenir de telles violations et, ainsi, de préserver l'intégrité et la crédibilité du TNP.

81. Réagissant aux propos concernant les activités nucléaires exclusivement pacifiques de la République islamique d'Iran, M. Moaiyeri dit que depuis plus de cinq ans, quelques pays gaspillent les ressources de l'AIEA en politisant une question technique. La mise en œuvre des garanties de l'AIEA, de son mécanisme de facilitation, et de son assistance dans la promotion de l'utilisation de l'énergie nucléaire ne doit pas être contrecarrée par des enjeux politiques.

82. La République islamique d'Iran coopère pleinement avec l'AIEA concernant la vérification de son programme nucléaire civil; elle demeure attachée à l'accord de garanties qu'elle a conclu avec l'AIEA et met en œuvre volontairement, depuis plus de trois ans, le Protocole additionnel; et a depuis longtemps suspendu ses activités nucléaires dans le but d'instaurer la confiance, une suspension qui a malheureusement été mal employée par certains États qui en ont profité pour interrompre le programme nucléaire civil iranien. Soucieuse de poursuivre la coopération engagée avec l'AIEA, la République islamique d'Iran a, de surcroît, réglé tous les problèmes en suspens dans le cadre d'un plan de travail concerté: tous ces problèmes avaient été soulevés comme purs prétextes par une poignée d'États dans le but d'abuser l'opinion publique et d'orchestrer une attaque politique contre la République islamique d'Iran au sein du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA. L'AIEA a, à maintes reprises, confirmé que le programme nucléaire iranien n'était pas détourné et que toutes les activités et matières nucléaires déclarées demeuraient dans le domaine civil. La politique nucléaire iranienne a le plus grand besoin de cette coopération avec l'AIEA. Le Directeur général adjoint de l'AIEA se trouve actuellement en République islamique d'Iran dans le cadre de cette coopération.

83. Pendant ce temps, le régime israélien, qui a derrière lui une longue histoire d'agressions, d'atrocités et d'occupation, continue de mettre au point toutes sortes d'armes de destruction massive, en particulier d'armes nucléaires, avec l'appui indéfectible des États-Unis.

84. L'attachement de la République islamique d'Iran au TNP est sans équivoque, et le pays continue de satisfaire à ses obligations et d'exercer son droit à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Les pays qui, par leurs actes illicites, ont nui aux activités nucléaires pacifiques iraniennes, doivent être tenus pour responsables de leurs agissements. La nation iranienne et son gouvernement sont en droit de saisir les juridictions internationales appropriées sur ce point.

85. La République islamique d'Iran travaille à la préparation d'un ensemble d'initiatives visant à renforcer la paix et la stabilité internationales et fondées sur la justice, la souveraineté et le respect mutuel. Cet ensemble d'initiatives, qui sera soumis en temps voulu, pourra servir de base à des négociations entre Puissances influentes dans le cadre d'engagements collectifs.

86. **M^{me} Bleoanca** (Roumanie) dit que l'avenir de la viabilité du TNP dépend de la pleine mise en œuvre, par tous les États parties, des obligations qui leur incombent, ainsi que de l'universalisation du Traité. La Roumanie préconise avec conviction une approche équilibrée de la question du TNP, et l'Initiative des sept nations sur le désarmement et la non-prolifération nucléaire vise à promouvoir cette approche. Dans le cadre de cette initiative, la Roumanie a, en partenariat avec la Norvège, organisé un séminaire

international intitulé «Comment la région de la mer Noire peut-elle contribuer à améliorer la sécurité du monde?», qui s'est déroulé à Bucarest, en juin 2007. En 2006, la Roumanie a également achevé la mise en œuvre d'un projet visant à transformer le réacteur expérimental TRIGA, à Pitesti, de façon à ce qu'il produise non plus de l'uranium hautement enrichi, mais de l'uranium faiblement enrichi. Après plusieurs années de refroidissement, l'uranium radioactif fortement enrichi, en provenance des États-Unis, qui a été retiré du réacteur de Pitesti, sera acheminé vers les États-Unis, dans le cadre du Foreign Research Reactor Spent Fuel Programme. Cette démarche contribuera de façon significative au Programme pour l'utilisation de combustible faiblement enrichi pour les réacteurs de recherche et d'essai (Reduced Enrichment for Research and Test Reactors Programme), de l'Initiative mondiale pour la réduction de la menace nucléaire, dont l'objectif est la réduction, puis l'élimination, de l'emploi et du stockage d'uranium hautement enrichi dans le cadre des activités nucléaires civiles. C'est là, à ce jour, un des exemples les plus probants de partenariat international dans la conversion de réacteurs expérimentaux engagés dans le cadre de l'Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire. En outre, la Roumanie organisera, en juin 2008, en coopération avec la Croatie, un séminaire destiné à identifier les difficultés spécifiques rencontrées par les États dans la mise en œuvre de la résolution 1540 du Conseil de sécurité et à promouvoir la coopération internationale en la matière.

87. Les dangers qui doivent être maîtrisés dans le cadre du cycle d'examen du TNP ne cessent de croître, et la deuxième session du Comité préparatoire doit être l'occasion d'un débat de fond constructif.

88. **M. Phuangketkeow** (Thaïlande) dit que l'incapacité de la Conférence d'examen de 2005 à produire un document final doit servir de rappel au Comité préparatoire pour qu'il fasse mieux à l'avenir, et il exhorte tous les États parties à s'engager activement dans les efforts communs dans le but de parvenir rapidement à un consensus sur les questions de procédure, et de permettre au Comité de se concentrer pleinement sur l'examen de fond de la mise en œuvre du Traité proprement dit.

89. La mise en œuvre de l'article VI du TNP doit être encouragée sans relâche; en effet, à l'attachement des États non dotés d'armes nucléaires au régime de non-prolifération doit répondre la volonté des États dotés d'armes nucléaires de parvenir à un désarmement nucléaire général et complet. Dans ce contexte, M. Phuangketkeow réaffirme l'importance de la mise en œuvre des 13 mesures pratiques adoptées par la Conférence d'examen de 2000, dans le but de parvenir à un désarmement général et complet.

90. La capacité de l'AIEA à promouvoir le régime de non-prolifération nucléaire par des moyens diplomatiques, politiques et financiers doit être améliorée de façon à permettre à l'Agence de mieux répondre aux difficultés présentes et à venir en matière de prolifération. M. Phuangketkeow se déclare également favorable à la promotion de la non-prolifération et du désarmement par l'éducation.

91. Tout en se félicitant des progrès réalisés dans le cadre des pourparlers à six et de la possibilité d'une dénucléarisation de la péninsule coréenne, M. Phuangketkeow exhorte la République populaire démocratique de Corée et toutes les autres parties concernées à intensifier leurs efforts dans cette direction. Se félicitant également de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, il se déclare favorable à la création d'une telle zone au Moyen-Orient, et appelle toutes les parties concernées à coopérer dans un esprit de véritable partenariat, afin de parvenir à cet objectif. Affirmant son soutien au Plan d'action approuvé par la Commission pour le Traité sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est dans le but de renforcer la mise en œuvre du TNP dans les cinq années à venir, il exprime l'espoir que les États dotés d'armes nucléaires envisageront sérieusement de signer le Protocole du Traité de Bangkok. Dans ce contexte, la volonté de la Chine d'agir dans ce sens est particulièrement encourageante.

M. Phuangketkeow souligne par ailleurs que l'engagement à ne pas être le premier à employer l'arme nucléaire contre les États non dotés de telles armes est un élément essentiel du régime de non-prolifération.

92. Reconnaissant le regain d'intérêt du monde pour l'énergie nucléaire en tant que source d'énergie de remplacement, particulièrement en Asie, M. Phuangketkeow dit que la sûreté nucléaire est un élément essentiel à l'établissement de la confiance du public et au succès du développement des programmes nucléaires civils. Dans ce contexte, la Thaïlande organisera, à Bangkok, en juin 2008, le Forum ASEAN Plus Trois sur la sûreté nucléaire.

93. Enfin, M. Phuangketkeow exhorte le Comité à renouveler son engagement constructif et à mobiliser l'énergie, l'élan et la volonté nécessaires pour faire de la présente session une étape fructueuse sur la voie de la Conférence d'examen de 2010.

94. **M. Al-Humaimidi** (Iraq), se référant à la situation actuelle au Moyen-Orient, dit qu'au cours des différentes rencontres en liaison avec les Conférences d'examen, il est invariablement fait référence au fait que la paix, la sécurité et la stabilité ne peuvent être réalisées que sur la base du respect du principe d'universalité et de la non-prolifération des armes nucléaires, de la mise en œuvre des garanties de l'AIEA et de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Il déclare craindre pour la crédibilité du TNP, qui ne pourra être assurée que si les obligations qui en découlent sont respectées systématiquement et de bonne foi. La situation d'Israël, qui est le dernier État à ne pas avoir adhéré au TNP, rejette l'idée d'y adhérer en tant qu'État doté d'armes nucléaires et s'oppose aux garanties de l'AIEA, doit être au cœur des préoccupations du Comité préparatoire et de la Conférence d'examen de 2010. Si cette situation perdure, elle risque de compromettre la crédibilité du régime institué par le TNP et de servir de prétexte à d'autres États pour s'engager sur la voie de la prolifération. Israël doit adhérer au TNP en tant qu'État non doté d'armes nucléaires.

95. Un des problèmes que le Comité préparatoire doit résoudre concerne la façon de faire face aux difficultés rencontrées par le TNP, afin de mettre en œuvre la feuille de route vers la paix et la sécurité tracée par la Conférence d'examen et de prorogation de 1995 et dans le document final adopté à l'issue de la Conférence d'examen de 2000. La présente session du Comité doit poser des bases solides en vue de la Conférence d'examen de 2010, en tirant parti des progrès de 1995 et de 2000, et le cycle d'examen doit s'articuler autour des grandes questions que sont l'universalité, le respect du principe de désarmement nucléaire et du droit d'acquiescer de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, et les garanties de sécurité aux États non dotés d'armes nucléaires contre la possible menace de l'emploi de l'arme nucléaire.

96. **M. Duncan** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), s'exprimant au titre de l'exercice du droit de réponse, regrette que le représentant de la République islamique d'Iran n'ait pas centré son intervention sur les efforts concertés du Comité préparatoire au nom de l'avenir du TNP, mais il se félicite néanmoins de son appui sans équivoque au TNP et de sa volonté d'honorer les engagements pris par son pays.

97. Réagissant aux propos de ce même représentant concernant le projet Trident, il explique que son gouvernement a, le 4 décembre 2006, publié un livre blanc consacré à ce projet, dans lequel il décrit dans le détail les décisions qu'il convient de prendre maintenant pour permettre aux futurs gouvernements de maintenir un minimum de dissuasion nucléaire s'ils en décident ainsi. Il s'agit d'engager les travaux nécessaires au déploiement de nouveaux sous-marins appelés à remplacer les sous-marins Vanguard et de prolonger la vie des actuels missiles Trident. Il est totalement inexact d'affirmer que le Royaume-Uni modernise ou perfectionne ses armes nucléaires. Le Royaume-Uni n'a pas pris l'engagement de conserver des armes nucléaires jusqu'à 2050, mais ne rien faire aujourd'hui l'empêcherait inévitablement de préserver son actuelle capacité de dissuasion

nucléaire. Le Royaume-Uni demeure désireux de satisfaire aux obligations qui lui incombent au titre de l'article VI du TNP, et c'est dans ce contexte qu'il a réduit de 20 % supplémentaires son stock d'ogives opérationnelles. En fait, les armes nucléaires détenues par le Royaume-Uni ne représentent qu'une faible proportion de l'inventaire mondial.

La séance est levée à 13 h 5.